

# Fidèles à nos engagements

*Rapport de redevabilité  
du Gouvernement de l'Espagne*

Juillet 2022

**Annexe II.**

**Mise à jour des engagements**



GOBIERNO  
DE ESPAÑA





## 1. Nouveaux engagements

Le tableau ci-dessous présente les engagements pris par le Gouvernement au premier semestre 2022.

Origine	Engagement	Ligne directrice du Plan de relance, de transformation et de résilience
Accord souscrit entre le Gouvernement et les communautés autonomes lors de la Conférence sectorielle sur l'égalité (31/03/2022)	Prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre effective de l'engagement de renouveler le Pacte d'État contre la violence de genre, dans le domaine des soins de santé	Égalité
Intervention de la ministre de la Santé lors du Congrès annuel du Réseau pour la gestion des addictions, UNAD (18/05/2022)	Lutter contre les addictions	Cohésion sociale
Intervention de la ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Agenda urbain lors de la réunion de la Commission technique pour la récupération et la reconstruction de La Palma (15/02/2022)	Former deux groupes de travail spécifiques, l'un sur les infrastructures et l'autre sur le logement, en vue de trouver les solutions pour la récupération immédiate de La Palma à la suite de l'éruption volcanique, dans chaque domaine d'action	Cohésion sociale
Déclaration institutionnelle de solidarité avec les citoyens et les citoyennes d'Ukraine (01/03/2022)	Soutenir le peuple ukrainien, veiller à son bien-être et répondre à ses besoins, tant en ce qui concerne les citoyennes et citoyens ukrainiens qui sont dans notre pays, que ceux qui peuvent arriver prochainement	Cohésion sociale



Origine	Engagement	Ligne directrice du Plan de relance, de transformation et de résilience
Protocole et accord du ministère de la Défense avec le Gouvernement régional d'Andalousie et la ville de Cordoue (17/09/2021)	Constituer le droit de superficie afin de commencer la construction d'une nouvelle base logistique de l'armée de Terre dans la ville de Cordoue	Cohésion territoriale
Intervention de la ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Agenda urbain sur la chaîne de radio Cadena Ser Andalucía (25/02/2022)	Contribuer au financement de la nouvelle ligne 3 du métro de Séville à part égale avec le Gouvernement régional d'Andalousie	Cohésion territoriale
Déclaration institutionnelle de solidarité avec les citoyens et les citoyennes d'Ukraine (01/03/2022)	S'aligner sur la décision que prendra le Conseil européen en ce qui concerne l'octroi éventuel d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et les mesures visant à encourager un effort équitable entre les États membres pour accueillir ces personnes et assumer les conséquences de leur accueil	Cohésion territoriale
Intervention du président du Gouvernement au Congrès des députés (02/03/2022)	Fournir toute l'assistance, la solidarité et le soutien à l'Ukraine conformément aux capacités de l'Espagne	Autres
Déclaration du président du Gouvernement à la suite de la réunion bilatérale avec le président des États-Unis (28/06/2022)	Approfondir la coopération entre l'Espagne et les États-Unis en matière de sécurité et de défense	Autres
Intervention du président du Gouvernement au sommet de l'OTAN de Madrid (29/06/2022)	Contribuer à renforcer la position de dissuasion et de défense de l'OTAN sur le flanc est	Autres



Origine	Engagement	Ligne directrice du Plan de relance, de transformation et de résilience
Conférence de presse du président du Gouvernement à l'issue du sommet de l'OTAN de Madrid (30/06/2022)	Augmenter le budget de la défense jusqu'à atteindre 2 % du PIB et respecter l'engagement pris envers l'OTAN et l'Union européenne	Autres
Présentation du 3 <sup>e</sup> Plan spécial de sécurité pour le Campo de Gibraltar à Cadix par le ministre de l'Intérieur (07/03/2022)	Transformer le champ d'action des forces de sécurité de l'État en un territoire hostile aux groupes criminels impliqués dans le trafic de drogue et la contrebande afin que les citoyens puissent vivre en paix et en liberté, dans les communes du Campo de Gibraltar et dans les provinces de Cadix, Malaga, Huelva, Grenade, Almeria et Séville	Autres
Déclarations de la ministre de la Politique territoriale (28/04/2022)	Examiner la réglementation du secret professionnel énoncé à l'article 20 de la Constitution	Autres



## 2. Engagements laissés sans suite

Les tableaux ci-dessous présentent les engagements qui, selon les indications des différents ministères, ne seront pas réalisés tels qu'ils ont été formulés, et qui doivent donc être considérés comme laissés sans suite.

### Engagements laissés sans suite au premier semestre 2022

Origine	Engagement	Justification
Intervention du président du Gouvernement (25/08/2020)	Faire du Centre de coordination des alertes et des urgences sanitaires un organisme autonome, ce qui implique une modification juridique et une initiative gouvernementale	La mise en œuvre de cet engagement se fera par le biais de la création prochaine du nouveau Centre national de santé publique, avec en son sein le Centre de coordination des alertes et des urgences sanitaires, actuellement opérationnel
Intervention de la ministre des Finances (20/02/2020)	Promouvoir un groupe de travail avec les communautés autonomes et les collectivités locales pour examiner la flexibilisation de la règle de dépenses	En 2020 et 2022, la Commission européenne et le Conseil ont activé la clause de sauvegarde, permettant ainsi aux pays de s'écarter des objectifs de stabilité budgétaire et de dette publique. Le 23 mai 2022, la Commission et le Conseil sont convenus de maintenir l'application de cette clause en 2023.



## Engagements laissés sans suite en 2021

Origine	Engagement	Justification
Accord de coalition progressiste 1.11	Intégrer les employés domestiques dans le régime général de la Sécurité sociale. Cotiser en fonction des revenus réels	<p>L'intégration s'est faite le 1<sup>er</sup> janvier 2012 avec la création d'un système spécial.</p> <p>La loi 27/2011 du 1<sup>er</sup> août 2011 relative à la mise à jour, à l'adaptation et à la modernisation du système de sécurité sociale, dans sa trente-neuvième disposition additionnelle, a intégré le régime spécial de sécurité sociale des travailleurs domestiques dans le régime général de la sécurité sociale, ce qui permet au gouvernement de modifier, conformément à cette intégration, la réglementation ayant trait à la relation de travail spéciale des travailleurs domestiques. Cette intégration a été réalisée dans le cadre d'un processus d'adaptation qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2012.</p> <p>Les cotisations sont déjà versées en fonction de tranches établies sur la base de la rémunération.</p> <p>Le système a gagné en transparence grâce à l'application "Importass"</p>
Accord de coalition progressiste 4.1	Approuver la stratégie de citoyenneté numérique, qui comprendra un bon social d'accès à Internet	<p>Cet engagement sera réalisé par le biais de l'approbation du bon social pour l'accès à Internet, prévu dans le RRTP, et de l'approbation de la Charte des droits numériques.</p>



Origine	Engagement	Justification
Accord avec BNG 7 (Bloc nationaliste galicien)	Relancer l'activité des chantiers navals Barreras et Vulcano	<p>Cet engagement aurait pu être considéré comme « réalisé », mais il a été classé comme « laissé sans suite » pour les raisons suivantes :</p> <p>Vulcano a été mis en liquidation judiciaire et l'autorité portuaire a finalement déclaré que la concession était annulée. Le nouvel acquéreur, auquel le liquidateur a attribué les installations, a demandé à l'autorité portuaire la nouvelle concession, mais l'autorité portuaire doit la soumettre à une procédure d'appel d'offres et il est possible que les installations soient destinées à une autre activité.</p> <p>Quant à Barreras, un accord entre les créanciers a finalement été conclu par lequel l'armateur a pris le contrôle du chantier naval pour achever la construction du navire qui était en commande. Le navire a été livré en avance et sorti du chantier naval par l'armateur. Cette partie est donc « réalisée ». Néanmoins, après cette livraison, le chantier naval s'est retrouvé sans charge de travail, et ce volet est du ressort de l'entreprise.</p>
Intervention de la ministre des Finances (20/02/2020)	Présenter une nouvelle méthode de calcul de la règle de dépenses, comme l'ont demandé les communautés autonomes et les conseils municipaux. Objectif 2020	Les règles budgétaires ont été suspendues en 2020 et 2021, de sorte que l'engagement a perdu sa raison d'être



## Engagements laissés sans suite en 2020

Origine	Engagement	Justification
Accord de coalition progressiste 1.13	Améliorer la position des femmes rurales dans le système de sécurité sociale en leur permettant une intégration effective	Cette décision serait incompatible avec la tendance générale à rattacher tous les travailleurs au régime général de la Sécurité sociale afin qu'ils cotisent pour les revenus perçus.
Accord avec BNG 12 (5) (Bloc nationaliste galicien)	Envisager d'éventuels dégrèvements tarifaires pour les communautés excédentaires en électricité	Cette mesure serait contraire à la loi sur le secteur de l'électricité, qui établit comme principe fondamental que le tarif de l'électricité est unique sur tout le territoire espagnol, y compris dans les territoires hors de la péninsule où les coûts de production de l'énergie sont largement supérieurs au prix payé par les consommateurs.
Accord avec Compromís 5.1	Créer un groupe de travail indépendant de la commission déléguée des affaires étrangères pour la réalisation d'un suivi conjoint	Ce groupe ne va pas être créé car les mécanismes de coordination interministérielle nécessaires pour mener à bien cette tâche existent déjà, comme la Commission des négociations commerciales internationales, dépendant du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, au sein de laquelle sont représentés, outre les ministères concernés, les différents secteurs.



Origine	Engagement	Justification
Accord avec Nueva Canarias 2	Étudier la modification de la règle de dépenses aux îles Canaries	Cette mesure n'est pas nécessaire puisque la règle de dépenses pour 2020 et 2021 a été suspendue.
Accord avec Teruel Existe 5	Exiger des opérateurs que tous les déploiements se fassent en 4G, et non en 3G	Cette condition ne peut pas être exigée car la fourniture de services de télécommunications en Espagne est libéralisée, conformément au cadre réglementaire harmonisé au niveau européen, celle-ci pouvant être assurée par n'importe quel opérateur aux conditions du marché. Le déploiement de réseaux et d'autres moyens techniques pour la fourniture des services est effectué par les opérateurs conformément à leurs propres stratégies techniques et commerciales.
Accord avec Teruel Existe 5	Exiger que les plans de couverture à haut débit précisent et évaluent les technologies à utiliser	Cette condition ne peut pas être exigée car le soutien des États membres aux déploiements à haut débit doit être réalisé en tenant compte de l'encadrement des aides d'État. Et, selon le guide de mise en œuvre de l'encadrement des aides d'État pour les déploiements à haut débit, les aides ne peuvent être accordées que sur la base du principe de neutralité technologique dans les zones où il n'y a pas de déploiement à l'heure actuelle et où celui-ci n'est pas prévu dans les trois prochaines années.



GOBIERNO  
DE ESPAÑA